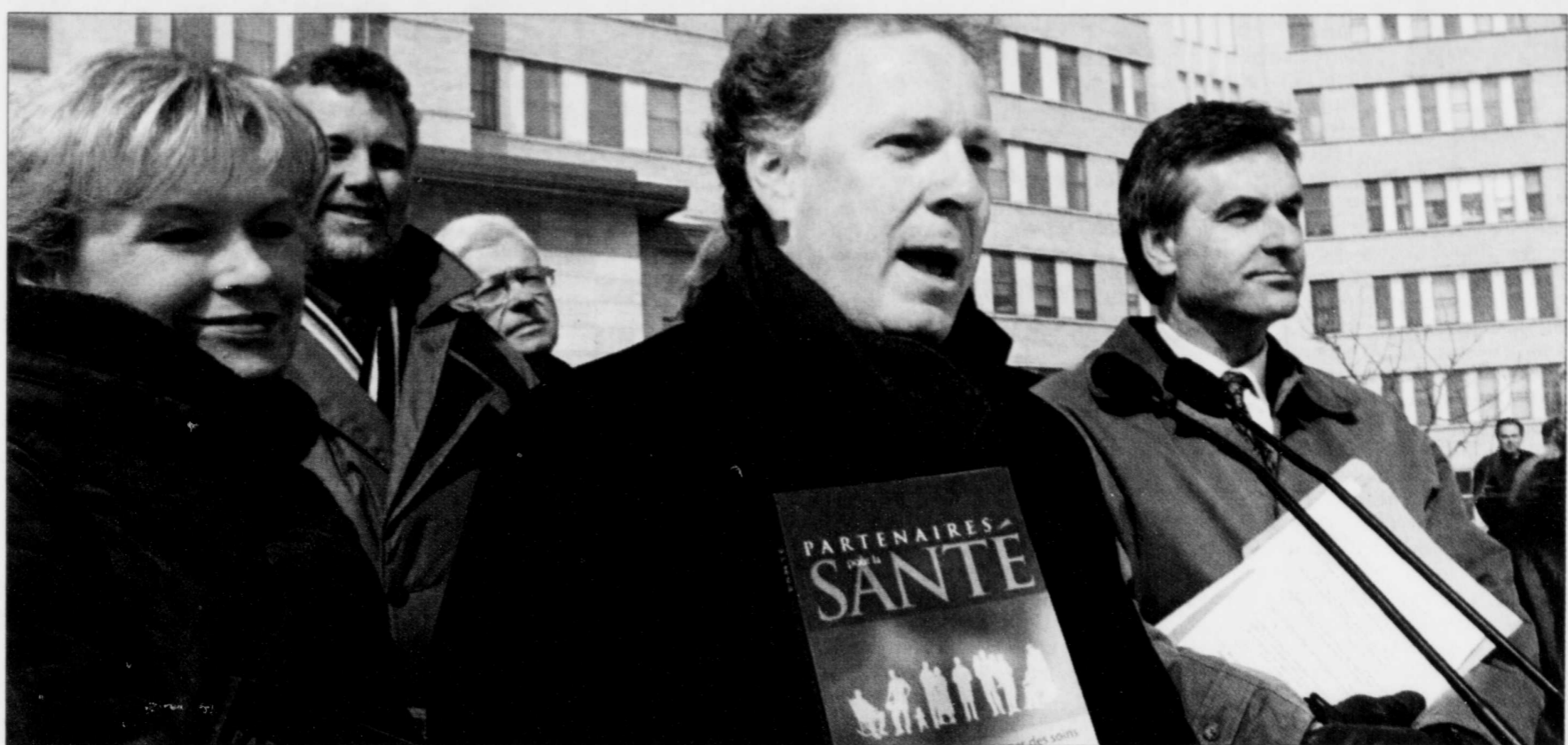


ZOOM



Détour pour sauver les baleines D 3

Entrevue Rescapée du cancer D 3



Jean Charest a martelé le thème de la santé pendant toute la campagne électorale.

Pour qui les cloches sonnent-elles?

Longtemps en pleine dérive, la pratique religieuse connaît maintenant un regain

Pour les chrétiens, Pâques est en quelque sorte l'apogée des célébrations. Jésus ressuscité, c'est la victoire de la lumière sur la nuit. Mais en cette époque d'errance spirituelle, pour qui les cloches sonnent-elles?

Parler de la baisse de la pratique religieuse est devenu un cliché au Québec. Mais il est moins connu que chez certains croyants, la ferveur religieuse se fait plus ardente.

Ainsi, depuis deux ans, près d'une dizaine de chapelles d'adoration perpétuelle sont nées dans le seul diocèse de Québec, et une dizaine d'autres sont en gestation. À l'échelle provinciale, on en compte au moins une soixantaine. La plupart du temps, ces chapelles sont l'œuvre de laïcs.

Dans ces lieux où le silence est le seul maître avec Dieu, des croyants se relaient en permanence devant le Saint Sacrement, 24 heures par jour, sept jours par semaine, pour des durées d'une heure.

À la seule chapelle de la Maison Jésus-Ouvrier, par exemple, plus de 15 000 présences horaires ont été dûment enregistrées annuellement depuis l'ouverture en juin 2001. Un chiffre conservateur, au dire de son responsable, André Sanschagrin.

Chaque jour, de 40 à 50 personnes se succèdent devant le petit autel, parfois dans la solitude, généralement par deux, et parfois aussi à quatre ou cinq. Quelques chaises, autant de prie-Dieu, l'intimité est totale.

Ces gens sont des « fous de Dieu », selon les mots mêmes de l'une des organisatrices de ces chapelles, Francine Gravel. « C'est une ère eucharistique qui se lève sur le monde », affirme la dame, en soutenant que le phénomène est mondial.

« C'est un retour à ce qui s'est fait dans le passé, mais dans un esprit nouveau. » L'adoration est un moyen de « vivre avec Jésus un instant d'intimité », qui attirerait selon elle un nombre grandissant de jeunes, même si ce n'était pas le cas lors de notre passage.

Pour Francine Gravel, la démarche d'adoration apporte « une grande espérance, une joie, une paix profonde ». Elle-même, il faut bien le dire, éclate d'une joie qui jaillit dans chacune de ses paroles.

VITALITÉ PARADOXALE

Pour le sociologue des religions Raymond Lemieux, professeur à l'Université Laval, le catholicisme vit présentement une vitalité paradoxale au Québec.

Il va même jusqu'à affirmer que « le catholicisme est plus vivant aujourd'hui qu'il y a 50 ans ».

Car s'il y a beaucoup moins de gens qui s'en réclament, dit-il, ceux qui le



Claudette Samson

CSamson@lesoleil.com

Santé: de la parole aux actes

Si « prêts » soient les libéraux, les défis qui les attendent sont colossaux

Au cours de la campagne électorale, Jean Charest, le chef des libéraux québécois, s'est engagé à agir dès les jours suivant son élection « pour en finir avec l'attente » dans le réseau de la santé. Voici donc le portrait du système au lendemain du vote et les défis qu'il devra surmonter.

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

L'équipe Charest a fait de la santé sa priorité. Mais au-delà des listes d'attente et des urgences surexploitées, elle risque bien de se frapper à un défi colossal: faire du réseau... un réseau. Et rien ne garantit qu'elle aura les moyens financiers d'y arriver.

La clé de la réussite, « c'est de recréer la cohésion, la confiance, le sentiment de faire un travail important » chez les travailleurs, au dire du chercheur du département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos. Les brèches causées par les départs massifs à la retraite n'ont pas été colmatées. Rouvrir des salles d'opération ou des lits, « ça ne règle rien en profondeur. Ça, c'est tout le cosmétique ».

Comment pourrons-nous juger la performance des libéraux? « Est-ce que l'impulsion donnée par M. Legault à la suite du déblocage des sommes par le fédéral va se poursuivre? »

M. Contandriopoulos est convaincu que la reconstruction, la réforme entamée du système de santé doit continuer. Il faudra donc noter avec intérêt si les fonds octroyés par Ottawa iront à la première ligne ou « à ceux qui parlent le plus fort ».

Les sans-voix sont généralement les plus désespérés, fait-il valoir. Les malades chroniques, les aînés, les jeunes en détresse, « durant la campagne électorale, on n'en a pas beaucoup parlé ».

Mais un des meilleurs indicateurs, voire le meilleur, pour évaluer la performance libérale sera l'instauration de balises claires guidant les acteurs du réseau, indique le professeur. Ainsi, le citoyen n'aura pas à se demander si la santé se porte bien. Il le saura toujours puisque les normes seront les mêmes pour tous. Rassurant.

Des indicateurs quantitatifs facilement évaluables demeurent néanmoins fort utiles. LE SOLEIL les a regroupés dans un tableau, ci-joint. Nous serons ainsi en mesure, par la

Voir ACTES en D 2
Pas de plan Page D 2

LE SYSTÈME DE SANTÉ AU QUÉBEC



Budget
Budget du réseau de la santé en 2002-2003: 17 451 424 000 \$

Les régies régionales de la santé
Montant géré par les régies: 12 913 830 000 \$
Budget de fonctionnement: environ 91 000 000 \$
Nombre de régies régionales ou instances équivalentes: 18
Nombre d'employés dans les régies: environ 1430

Le ministère de la Santé
Budget de fonctionnement du ministère: 78 981 000 \$
Nombre d'employés: 749

Attente
Nombre de Québécois sur les listes d'attente au 31 décembre 2002: 117 192, dont:
- Chirurgie de la cataracte (délai normal six mois): 20 831
- Chirurgies d'un jour (délai normal six mois): 65 239
- Athroplastie de la hanche (délai normal trois mois): 1820
- Athroplastie du genou (délai normal trois mois): 2708
- Radio-oncologie (délai normal trois mois): 1058
Nombre de patients en attente depuis plus longtemps que le délai médicale-ment acceptable: 44 105
En attente à Québec, selon les données du 13 mars 2003: plus de 17 073
En attente depuis trop longtemps, à Québec le 13 mars: 9050

Les employés du réseau
Total d'infirmières, d'administrateurs et d'employés de soutien: environ 238 000
Infirmières en 2001-2002: 53 278
Auxiliaires en 2001-2002: 13 731
Préposées en 2001-2002: 35 215
Salaires: 6,8 milliards \$
Heures supplémentaires: 177 millions \$

Les médecins
Nombre de médecins: quelque 14 700
Autant d'omnipraticiens que de spécialistes
Facture totale de leur salaire pour la RAMQ en 2001: 2 733 533 862 \$

Nombre de lits
Soins généraux et spécialisés (courte durée) en 2001: 16 097
Hébergement et soins de longue durée en 2001: 41 940

Établissements
474, dont 346 publics et 128 privés
Cela inclut:
- CLSC: 147
- Centres hospitaliers: 118
- Centres jeunesse: 20
- CHSLD: 317
- Centres de réadaptation: 91
* Un établissement peut avoir plusieurs missions

Autres acteurs du réseau
Cliniques privées d'omnipraticiens: plus de 800
Organismes communautaires subventionnés: environ 3500
Nombre de GMF: 18

Admissions à l'université et au cégep
Médecins en 2000-2001: 566
Médecins en 2002-2003: 674
Infirmières, au cégep en 2000-2001: 4144
Infirmières, au cégep en 2001-2002: 4241
Infirmières, au baccalauréat en 1999: 375
Infirmières, au baccalauréat en 2002: 657

Assurance-médicaments
Budget en 2000-2001: 1,881 milliard \$
Part assumée par Québec en 2000-2001: 1,518 milliard \$
Budget en 2001-2002: 2,131 milliards \$
Part assumée par Québec en 2001-2002: 1,736 milliard \$

La passion et l'expérience depuis 35 ans

Pour la 2^e année consécutive vendeur n°1 au Canada

Roadtrek

Plus de 25 véhicules en inventaire

À PARTIR DE 59 900\$

LES ROULOTTES

Rive-Sud

VASTE SALLE D'EXPOSITION INTÉRIEURE

FINANCEMENT SUR PLACE

« EN ROUTE AVEC VOUS DEPUIS 35 ANS »

samedi 9h à 15h et lundi 9h à 17h
HORAIRE D'ÉTÉ
lundi au jeudi, de 8h à 20h
vendredi, de 8h à 17h
samedi, de 9h à 15h

Autoroute 20, Lévis, sortie 325 sud
Tél. : (418) 833-8814
Télé. : (418) 833-8687
www.roulottesrive-sud.com

Les cellulaires

J'aime

Le 14 avril, soir d'élection, une Lune presque pleine se taille une place précédant de quelques heures le raz-de-marée libéral au Québec. Mais moi, je l'avoue, j'ai vu rouge bien avant les résultats!

Imaginez: deux circonscriptions à couvrir, 60 kilomètres à parcourir, neuf candidats à joindre, vos contacts sont établis, l'ordinateur vérifié, la caméra fonctionne, l'auto est prête à démarrer, heure de tombée: 22 h 45 avec commentaires SVP et voilà que... bang, sans avertissement, votre téléphone, celui en qui vous avez toujours mis votre confiance, vous lâche!

À 10 minutes du début du dépouillement des boîtes de scrutin, je cours dans la maison pour «débiter» un après l'autre chacun des cinq appareils devenus collectivement muets. Pas le temps de jouer à qui perd gagne!

Pas de panique! Du stress, il y en a assez. Mon cellulaire est en forêt, accompagnant ma fille partie faire du camping sauvage. Mais qu'à cela ne tienne, en cas de pépin, mon preux chevalier m'a prêté le sien.

Premier appel formel, je transmets ma position et mon nouveau numéro de téléphone au pupitre. «Ketic ketic», la batterie tinte. Vive descende... en enfer du combiné que j'essaie d'étriper. *In extremis*, la batterie presque à terre, là où gît aussi une partie de mes nerfs, je joins l'amour de ma vie. A-t-il entendu mon S.O.S. étouffé juste avant l'agonie des piles? Envers et contre tout, je me concentre sur la campagne. Côté santé, ça frise



Luce Dallaire

Collaboration spéciale

l'urgence. Côté éducation, mon vocabulaire manque d'éloquence.

Puis, victoire! Preux chevalier pour la seconde fois de la journée, étincelant et triomphant, mon ami arrive cellulaire du voisin en main! Je les embrasse tous deux. Mon copain et le cellulaire.

Candidement, comme si de rien n'était, je gribouille les résultats et appelle Gilles Ouellet, au SOLEIL, pour lui confier mon «deuxième bon nouveau numéro de téléphone». Il est débordé. Parfait, je tais mes simagrées téléphoniques.

Le 14 avril, un cellulaire m'a sauvé des orties de la vie! Toutefois, une précision car un cellulaire sonne rarement au bon moment.

Savez-vous pourquoi, après avoir fait des mains et des pieds pour vous parler, j'ai tardé à vous répondre Monsieur Janvier Grondin? J'étais au milieu de la tribune pour photographier la députée réélue Diane Leblanc. Je me suis dégaîcée et puis, zut, il m'a fallu trouver l'astuce pour «ouvrir» ce foutu bidule qui, même en méritant ma gratitude, clignotait «en rouge» et me narguait avec son air de «baladi»!

À une heure du matin, je reconstituais les pièces et les stratégies non pas des candidats, mais des téléphones défaits!

Au risque de passer pour un rescapé du parc Jurassique, je le confesse: je n'aime pas les téléphones portables. Certes, ils ont leur utilité et je suis le premier à y avoir recours lorsque le boulot ou la situation l'ordonne. Mais sitôt l'urgence terminée, ce petit chef-d'œuvre de miniaturisation disparaît loin. Très loin.

Le chercheur suédois Leif G. Salford, que vous ne connaissez sans doute pas plus que moi, estime que la commercialisation trop hâtive du produit a donné lieu à «la plus grosse expérience biologique de tous les temps». Pour ma part, le plus grand tort du cellulaire

n'est pas tant que ses radiations peuvent mener au cancer du cerveau, à l'agrandissement du pavillon de l'oreille ou à l'usage intempestif des coton-tiges. C'est qu'elles s'attaquent aux cellules du jugement. Si, si. D'ailleurs, c'est l'une des rares vertus que l'on n'a pas encore reconnue à l'engin: il a permis de déterminer que le bon sens est régi par les deux hémisphères du cerveau, non loin des conduits auditifs, et que, lorsqu'on fait rôler les neurones qui s'y trouvent, les conséquences sont catastrophiques.

Jetez un œil autour de vous et vous constaterez combien le cellulairiome (celui qui développe



Nicolas Houle

Nhoule@lesoleil.com

une dépendance au portable) agit sans réfléchir. Dans le bus, il se sent forcé d'appeler sa communauté d'amis pour tuer le temps (et la patience des autres passagers), même si les appels durent en moyenne 30 secondes et sont sans substance. Au plus chic des restaurants, il hurle dans le combiné, sans égard pour ses voisins de table. Et au théâtre, il a la merveilleuse idée de partager avec les spectateurs la sonnerie débile qu'il a pris le temps de télécharger du Web, en pleine montée

dramatique. Le cellulaire, la grande révolution qui permet à l'Homme de communiquer davantage avec ses pairs? Foutaise. Saviez-vous qu'au Royaume-Uni, la plupart des habitants ont deux portables: l'un pour le travail, l'autre pour usage personnel. Lors d'un séjour à Londres, j'ai fait une halte au Soho Square et j'ai pu constater les ravages causés par le bidule. Tous les visiteurs du parc étaient occupés à servir l'invention qui était censée les servir. Certains téléphonaient, d'autres envoyaient des courriels, d'autres, encore, jouaient à des jeux et personne n'osait adresser la parole à son voisin immédiat. De quoi rêver d'une loi régissant l'usage de ces téléphones!

On aura beau essayer de me faire croire, en lui donnant des noms de chien, que le portable est le meilleur ami de l'homme, je préfère encore me faire réveiller par les jappements de toutou et me faire caresser le lobe de l'oreille par sa truffe humide!



CLOCHES

Suite de la D 1

font agissent par conviction réelle, et non plus par conformisme.

Bien plus: comme ils ont dû «apprendre à se défendre», ils ont approfondi leur foi davantage.

C'est certainement ce que font les centaines de fidèles qui se réunissent à chaque lundi et mardi soir à la Maison Jésus-Ouvrier, pour des soirées de prière.

Mais la puissance de ce mouvement ne doit pas éclipser l'autre réalité: la baisse de la pratique religieuse traditionnelle n'est pas terminée.

Toujours selon Raymond Lemieux, les dernières grandes enquêtes québécoises menées il y a 10 ans révélèrent un taux de pratique de 15 à 20%, avec une nette prédominance dans les campagnes.

Or, dans des régions comme la Scandinavie, ayant un système religieux unique comme ici, le taux de pratique est de 3%. «Il n'y a aucune raison pour qu'on ne baisse pas à ça ici aussi», commente le sociologue.

Par contre, et c'est «ce qui est intéressant», la spiritualité dans son sens large connaît un net regain.

M. Lemieux explique cet attrait par l'abandon des cadres religieux traditionnels. Cette perte, dit-il, n'a pas supprimé le besoin spirituel, au contraire. Car la nécessité d'imaginer une cohérence au monde dans lequel nous vivons demeure toujours.

À une époque où la culture religieuse se perd, on peut se demander s'il est possible pour l'être humain d'être purement incroyant.

Pour le sociologue Raymond Lemieux, «il est difficile de concevoir une société qui ne croit en rien. Quand on cesse de croire en Dieu, on change son image pour d'autres».

Dans leur quête, les Québécois courent dans de nombreuses directions. Ainsi que l'exprime le professeur, «Dieu est un peu un concept-valise, dans lequel on met ce qu'on veut».

Selon lui, environ 40 à 45% des gens (incluant les non-pratiquants) adhèrent cependant toujours à une image traditionnelle de Dieu, celle d'un Dieu créateur et sauveur, «avec des variantes de toutes sortes».

Les 60% restants se divisent en plusieurs catégories. La moitié cultive une «conception cosmique» de la vie, à savoir qu'«il y a un ordre dans l'univers, une loi qui dirige nos vies, l'être humain n'étant qu'une parcelle de cet ordre».

Certains sont davantage pro-actifs, estimant que ce sont les grandes valeurs altruistes qui vont sauver le monde: l'amour, le don de soi, la justice, l'accueil de l'autre. Des valeurs qui rejoignent les grands thèmes du christianisme, mais dépouillées de la mainmise de Dieu.

D'autres enfin ont développé une conception basée sur ce que Raymond Lemieux appelle «l'absolutisation du moi». Une philosophie reposant sur l'idée que «j'ai en moi la for-

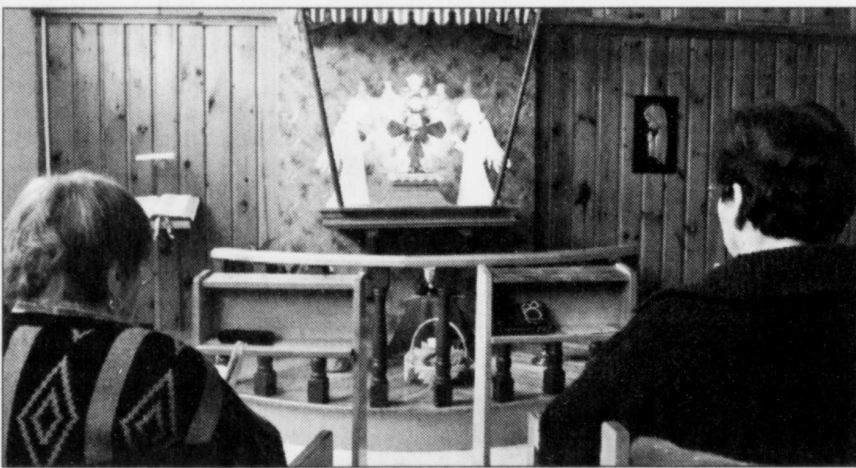
ce de régler mes problèmes». Le moi y est sublimé, et devient en quelque sorte le centre autour duquel s'organise le monde.

RECHERCHE DU SENS

La démarche de Laurent Lavoie illustre bien la quête de sens que bien des gens effectuent hors des sentiers de la religion traditionnelle.

Avec un petit groupe, le jeune homme a fondé Espace Source, un centre laïc de ressourcement spirituel.

Ensemble, ses membres cherchent à donner une profondeur à leur vie, dans le respect des croyances de chacun, religieuses ou autres. Lui-même se définit comme un «libre-croyant», non attaché au catholicisme, mais imprégné de ses valeurs et de sa culture.



En deux ans, une dizaine de chapelles d'adoration sont nées dans le seul diocèse de Québec

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Par curiosité, il a ainsi demandé cette semaine à un groupe de 30 élèves de première secondaire s'ils connaissaient le sens profond de Pâques. Beaucoup d'entre eux n'avaient même jamais entendu parler de la résurrection.

Sur 30, seulement deux pratiquaient. La perspective d'une entité plus grande qu'eux ne les préoccupe pas. Lidée d'une vie spirituelle leur est complètement étrangère, et même un peu taboue, constate Laurent Lavoie. Elle a plutôt été remplacée dans leur esprit par un monde ésotérique, magique, à la sauce Harry Potter.

Par contre, ils se sentent largement interpellés par les grandes idées humanistes.

Le mot de la fin pourrait revenir à Raymond Lemieux.

La perte du sens religieux a peut-être rendu aux citoyens un semblant de liberté, dit-il, mais elle a du même coup entraîné la perte de la sécurité qu'apportait la communauté.

Et l'autorité religieuse a été remplacée par une autre forme de mainmise, tout aussi puissante, celle de la performance.

Dans ce contexte, ceux qui n'arrivent pas à figurer parmi les meilleurs se recréent un monde fait de multiples visages, dépendances (drogue, jeu, alcool, travail), sous-cultures de gangs ou intégrisme religieux. Mais une chose est certaine, chacun de ces mondes impose ses propres lois.

Toute information sur les chapelles d'adoration perpétuelle peut être obtenue auprès de Francine Gravel, au numéro 681-6927.

ENGAGEMENTS DU PLQ EN SANTÉ

□ À partir de 2003-2004, le PLQ injectera entre 6 et 7,5 milliards \$ de plus. Le budget atteindra 25,664 milliards \$ en 2008-2009. Cela inclut une hausse des budgets de base des hôpitaux de 5,1 % par année pour éponger l'augmentation normale de la facture des soins. Des centaines de millions \$ seront investis dans la première ligne, surtout les soins à domicile et de longue durée. Les nouveaux fonds permettront de rouvrir des salles d'opération immédiatement, dans les jours suivant l'élection, a dit Jean Charest. Et donner les ressources matérielles ainsi qu'humaines aux médecins pour qu'ils opèrent plus.

□ Création d'une Charte des droits des patients. Elle garantira des soins dans des délais fixes, l'accès à un médecin 24 h sur 24. Si le public ne peut offrir le service à temps, le patient pourra se rendre dans le privé, au Québec, en Ontario, voire aux États-Unis.

□ Des services périphériques tels la buanderie ou l'alimentation des patients pourraient être transférés au secteur privé.

□ Tous les soins actuellement gratuits le demeureront.

□ Embauches en grand nombre afin de supporter la réforme. Outre les visées actuelles, le PLQ entend former 1500 infirmières (500 la première année) de plus et faire entrer à l'école 750 futurs médecins (150 cette année) supplémentaires en cinq ans.

□ Abolition des régies régionales, remplacées par des tables régionales regroupant les dirigeants locaux.

□ Le nombre d'accréditations syndicales sera considérablement réduit.

□ Les services sociaux deviendront une priorité. L'équipe Charest investira pour les centres jeunesse, la maladie mentale, les maisons d'hébergement, les autistes, etc.

□ Le régime d'assurance-médicalement sera stabilisé.

COMPILATION R. CHATELAIN INFOGRAPHIE LE SOLEIL

ACTES

Suite de la D 1

diminution des listes d'attente, les embauches d'infirmières ou l'injection d'argent, de suivre l'évolution de la réforme libérale.

D'ailleurs, le directeur général du Conseil pour la protection des malades, Paul Brunet, a bien hâte à la nomination du ministre de la Santé. Histoire de voir si ses premières interventions respectent les engagements pris en campagne électorale.

Selon lui, quatre sortent du lot. D'abord, le nombre de lits de soins de courte durée croîtra rapidement afin de soulager les urgences.

Les listes d'attente pour les chirurgies électives, en outre, fondront rapidement. Faudra voir si la baisse est due aux actions des péquistes ou des libéraux. Aux dernières nouvelles, quelque 117 000 Québécois malades poiraient, dont 44 105 depuis trop longtemps.

Puis, un nouveau budget confirmera les investissements de quelque 7 milliards \$ annoncés. Reste à revoir et corriger le refinancement de l'assurance-médicaments.

«Si Jean Charest fait tout ça, il va avoir réalisé ses promesses. Sinon, ça n'aura été que des promesses électorales.»

M. Brunet rappelle que le chef libéral a assuré, entre autres, que les médecins pourront opérer autant qu'ils le veulent dès sa nomination. Une action qui doit raccourcir les listes d'attente. «Ça va être assez intéressant de le voir aller là-dessus. Ils vont nous avoir à leurs trousses.»

En ce qui a trait à l'engorgement des urgences, le titulaire de la Santé n'aura pas 36 choix, indique la porte-parole de la coalition Solidarité-santé, Marie Pelchat. Il pourra les soulager en améliorant les services de première ligne et les

soins à domicile. «L'autre hypothèse, c'est qu'il pousse très loin dans la libéralisation du marché de la santé.»

M^{me} Pelchat craint par ailleurs que les investissements majeurs pour «la maladie» ne cannibalisent les fonds disponibles pour les services sociaux.

La capacité de récupérer des montants substantiels à Ottawa sera d'ailleurs un autre test important pour l'administration Charest, selon M^{me} Pelchat. Le déstagement fédéral devra sans doute prendre de l'ampleur afin que les rêves du PLQ se réalisent.

«Qu'est-ce qu'ils vont faire avec la question des médicaments?» demande-t-elle également. Les dépenses liées au régime d'assurance exposent d'environ 15% par année. En 2001-2002, la note était de 2,131 milliards \$, dont 1,735 milliard \$ payé par Québec. Le nombre de lits disponibles préoccupent tout autant M^{me} Pelchat. Pour les soins de courte durée, il y en avait 23 500 en 1992. Il en reste 16 000. Pourtant, selon les données du ministère de la Santé, 20 500 sont toujours dans les établissements et pourraient être utilisés... s'il y avait du personnel.

En soins de longue durée, environ 6200 lits sont inutilisés au Québec.

«Les objectifs, les cibles [des libéraux] sont bonnes, mais il y a des embûches qui dépassent l'argent», ajoute la présidente de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec, Jennie Skene. Oui, réduire les listes d'attente, oui, opérer plus, mais s'il n'y a pas assez d'infirmières ou d'anesthésistes...

«Ce n'est pas réaliste de dire qu'il y aura 30% moins de monde sur les listes d'attente dans trois mois.» La patience sera de mise tant que les étudiants en formation ne viendront pas à la rescousse, souligne-t-elle. «Avec la meilleure volonté du monde, il y a des choses qui ne peuvent pas aller à la vitesse du cerveau!»

En attendant, il pourrait être profitable d'accélérer la redistribution des

fonctions au sein du réseau, préconise Régis Blais, professeur au département d'administration de la santé de l'Université de Montréal. «Il faut ajouter des ressources et savoir si celles qui sont là pourraient faire autre chose», affecter les personnes aux bonnes tâches.

Les libéraux devront avant tout s'assurer qu'ils ont les moyens de leurs ambitions, prévient pour sa part le professeur en économie de la santé à l'Université Laval Gérard Bélanger. «Il y a une différence entre les paroles et les actes. [...] La première priorité avant de parler de santé, c'est: quel est l'état des finances publiques?»

Selon lui, le budget présenté par Pauline Marois avant les élections était trop optimiste. Les prévisions économiques auraient été enjolivées quelque peu. En plus, des millions de dollars en emprunts n'auraient pas été calculés avec les dépenses. Et M^{me} Marois aurait dépensé 400 millions \$

en programmes sans les avoir, en espérant les gagner en cours d'année. «La situation qui a été présentée aux Québécois était très "rosée».

M. Bélanger se demande aussi quelle est l'ampleur des déficits accumulés par les hôpitaux du Québec.

Il met néanmoins en garde contre l'image des finances étiatiques que présentera le PLQ. «Le parti qui rentre a intérêt à montrer la situation plus noire.» Il sera intéressant de voir qui des baisses d'impôts ou du réseau de la santé ressortira gagnant de l'exercice, estime-t-il.

Et les réformes déjà entamées, que va-t-il en advenir? «Il ne faut pas penser que le nouveau gouvernement va changer ça», certifie M. Bélanger. Les dossiers des groupes de médecine familiale, des soins de première ligne, de la régionalisation des pouvoirs (dans des régions régionales devenues tables régionales), etc. devraient donc rester actifs. «La continuité.»

Pas de plan d'action précis à court terme

Les libéraux de Jean Charest n'ont pas de plan d'action précis afin de s'attaquer aux maux du réseau de la santé québécois dès leurs premiers jours au pouvoir.

Moins d'une semaine avant le scrutin, M. Charest avait assuré qu'il pourrait ouvrir des salles d'opération «dès le lendemain de l'élection, là où il y a le personnel disponible». Jumelée à l'élimination rapide des plafonds salariaux des médecins, cette mesure aurait réduit les listes d'attente rapidement.

M. Charest avait cité en exemple l'Hôpital Laval de Québec. Mais la directrice générale-adjointe, Sylvie Hains, nous a appris que les salles en question sont déjà rouvertes depuis plusieurs

jours. La Régie régionale de Québec et le ministre péquiste François Legault avait demandé à l'établissement d'être prêt à l'action le 1^{er} avril. «On les fait fonctionner, mais c'est difficile avec la pénurie de main-d'œuvre.»

Une source proche du «bientôt-premier-ministre-du-Québec» a, par ailleurs, été incapable de dévoiler au SOLEIL le plan de match détaillé contentant, entre autres, les noms des hôpitaux visés. Les dossiers seraient à l'étude et il faudra attendre après la nomination du ministre de la Santé le 29 avril afin d'en savoir un peu plus, pour que les grands engagements pris soient progressivement concrétisés, affirme notre interlocuteur B.R.C.

ENTREVUE

La vie avant la mort

Survivante du cancer, Martine Morin a appris à apprécier les petites choses que chaque journée lui apporte

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

■ Il y a des rencontres qui ont le don de vous remettre les pieds sur terre, de vous brasser les sentiments et, surtout, de rendre toute relative l'importance d'une campagne électorale.

M enue aux premiers abords, Martine Morin, survivante du cancer, déplace cependant des montagnes juste par un regard ou une phrase emplie de sérénité. De quoi faire fondre le plus solide des blocs de glace.

La vie ne lui a pourtant pas souri. En tous cas, pas du point de vue d'un non-initié. Au pire de la maladie, à la fin des années 80, les médecins lui donnaient entre 5% et 50% de chance de survie.

Aujourd'hui, M^{me} Morin rigole un peu et dit avoir opté pour 50. Nombre auquel elle a additionné 70 — le pourcentage d'une guérison que les « docs » attribuent à l'attitude. Total, 120% de probabilité de rémission ! Elle s'est ensuite battue pour donner vie à ce pronostic... et poursuivre sa route sans rechutes depuis maintenant 13 ans. Ce qui lui a permis de voir grandir ses trois enfants, qui ont tous franchi le seuil de la vingtaine. Une grande source de bonheur. « C'a été des cadeaux de vie à tous les jours. »

Fort. C'est le mot. Bien que le combat lui ait coûté l'estomac — siège du mal —, la rate, une partie du pancréas, les amygdales et une rotule, elle voit son expérience avec un aplomb déconcertant. « Depuis que j'ai eu le cancer, j'ai appris à vivre. Après avoir frôlé la mort, j'ai guéri ma vie. »

Comme bon nombre d'Occidentaux, Martine Morin souffrait de ce qu'elle nomme le « Syndrome de la sècheuse » : « On tourne, on tourne et on sèche. » Elle voulait contrôler sa vie, tout faire en même temps, devenir *superwoman*. « Je vivais dans le paraître et dans les courses folles. »

« J'étais dans le faire et maintenant je vis dans l'être, enchaîne-t-elle. Ce qui était essentiel devient secondaire. Je vis le moment présent plutôt que de courir après le bonheur. »

Chaque matin, M^{me} Morin se fait une liste des priorités de la journée. Puis, elle s'y attaque, une par une. Tant pis si elle n'en vient pas à bout. Au moins, elle aura pu prendre le temps d'apprécier ses occupations. « J'apprends à doser et à me respecter... Et c'est surprenant, dans une journée j'en fais parfois beaucoup plus ! »

Cette Beauceronne taillée dans le roc marque néanmoins deux temps d'arrêt par jour « pour prendre conscience de ce qui s'est passé, voir

les irritants et les éliminer ». Il n'y a pas d'erreurs dans la vie, considère-t-elle, seulement des leçons.

L'ÉMERVEILLEMENT

Quel est l'aspect le plus positif de sa guérison, ce qu'elle apprécie le plus aujourd'hui ? « Me lever tous les matins et voir que j'ai une journée de plus pour me réaliser. »

Il faut « apprendre à s'émerveiller » devant la nature, poursuit-elle. « Je prends le temps de l'écouter. » Elle marche d'ailleurs quotidiennement en forêt. « Sentir la pluie sur mon visage... ça m'amène un tel bien-être. » Autant que la chaleur du soleil ou le chant des oiseaux. Le premier bourgeon qu'elle a vraiment regardé éclore lui aurait procuré une joie intense.

Mais elle ne fait pas que profiter de son bonheur. Elle le veut contagieux. Dans sa Beauce, elle anime un café-rencontre pour les malades et fait partie d'un groupe de relation d'aide.

M^{me} Morin est également bénévole pour la Fondation québécoise du cancer. Au téléphone, elle reconforte les cancéreux, les écoute. « En 90, je ne sais pas ce que j'aurais donné pour que quelqu'un vienne dans ma chambre d'hôpital pour dire : "Ce que tu vis, je l'ai vécu et j'ai survécu." » Elle a d'ailleurs accompagné une de ses

amies, mère de quatre enfants, vers la mort. Emportée par le cancer. « C'a été une très belle expérience. J'ai apprivoisé ma mort. Peur de mourir égale peur de vivre. Je ne vois pas la mort comme une fatalité. »

L'important, insiste-t-elle, c'est que les proches des personnes atteintes du cancer gardent espoir et transmettent leur énergie à l'être aimé. « Jamais je ne vois une personne morte devant moi. On se sent étiqueté "mort" quand on est malade. »

De l'espoir dont M^{me} Morin dispose à revendre et distribue à tous vents. « Demain peut toujours être mieux. »

Mais elle se garde bien d'offrir des solutions préfabriquées aux gens qu'elle aide, des routes à suivre afin de s'en sortir. Elle-même a longtemps voulu en trouver. « Tout ce que je cherchais en dehors de moi était en dedans. Les conseils, chaque personne les a au fond de soi. »

LA GUERRE POLITIQUE

Devant un tel discours, une telle paix intérieure, il devient un peu plus facile de comprendre le peu d'intérêt que cultive M^{me} Morin pour la politique. Même à une semaine du verdict populaire, lors de notre rencontre, elle faisait preuve d'un détachement certain. « Je trouve que c'est toujours une guerre de pouvoir. [...] Mais la vie n'est pas une guerre, c'est l'entraide. Celui qui essaie de s'élever en coulant les autres s'abaisse... »



Le fait d'avoir survécu au cancer permet maintenant à Martine Morin d'aider d'autres malades graves à garder le moral pendant leurs traitements.

SCIENCES

Des voies de navigation déplacées pour épargner les baleines

Les navires qui empruntent la baie de Fundy devront passer 30 milles plus à l'est

YASMINE BERTHOU
YBerthou@lesoleil.com

■ Pour la première fois dans l'histoire des routes maritimes, l'Organisation maritime internationale (OMI) a accepté de déplacer des voies de navigation, situées dans la baie de Fundy, pour permettre la survie d'une espèce de baleines en voie d'extinction. À partir du 1^{er} juillet, les navires suivront donc une route déplacée d'une vingtaine de milles par rapport à 2002 afin de respecter la trajectoire des baleines noires. Du jamais vu.

La baie de Fundy, située entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, est surtout réputée pour ses marées, parmi les plus impressionnantes au monde. Mais cette baie est aussi une immense pouponnière pour les baleines noires de l'Atlantique Nord, aussi appelées baleines franches de Biscaye (*Eubalaena glacialis*).

« Les baleineaux naissent au large des côtes de la Floride et de la Géorgie, de décembre à janvier. Ils remontent ensuite lentement (14 km/h) le long de la côte Est des États-Unis, en compagnie de leur mère, avant de s'établir dans la baie de Fundy de juin à octobre », explique Moira Brown, du Canadian Whale Institute.

La biologiste a commencé à répertorier les baleines noires il y a un peu plus d'une dizaine d'années. Selon elle, on trouve des populations distinctes dans plusieurs parties du globe,



On comptait plus de 25 000 baleines franches dans l'Atlantique Nord au XVI^e siècle. Leur population n'est plus que de 350 de nos jours et ne semble pas augmenter, malgré l'interdiction de chasse qui la protège.

mais celle de l'Atlantique Nord est la plus menacée d'extinction.

« Nous en avons comptabilisé à peine 350 individus. C'est dramatiquement peu. Surtout quand on sait qu'il devait y en avoir plus de 25 000 au XVI^e siècle. Longtemps prisée pour son huile et ses fanons, cette baleine a fait le bonheur des chasseurs basques, à partir du XVI^e siècle, qui les pêchaient au large de Terre-Neuve. Les prises étaient tellement intenses que la population avait presque disparu en 1750 », précise M^{me} Brown.

SEULES FACE AUX NAVIRES

Bien qu'interdite à la chasse par la Commission internationale sur l'industrie baleinière depuis 1935, la baleine noire de l'Atlantique Nord n'a pas vu sa population croître. Une si-

tuation que la biologiste a du mal à expliquer.

Cependant, au fil des ans, elle a découvert que, lors de sa transhumance, la baleine se trouvait face à un grand danger. En effet, malgré sa taille imposante — elle mesure entre 15 et 16,5 m et pèse de 54 à 96 tonnes —, celle-ci ne fait pas le poids face aux 1600 à 2000 navires et pétroliers qui traversent chaque année la baie de Fundy pour se rendre, entre autres, dans le port de Saint-John. Bien que rares, les collisions (trois accidents ont été officiellement répertoriés au cours des 10 dernières années, en 1992, 1995 et 1997) sont trop fréquentes pour une espèce en voie d'extinction. « Ce ne sont que des estimations car au moins 85 baleines ont disparu du troupeau depuis 1986. Certaines sont sans doute mortes après une rencontre avec

des humains, mais nous n'avons jamais retrouvé les carcasses qui auraient permis d'établir la cause de la mort », regrette M^{me} Brown.

La scientifique a donc alarmé les pouvoirs publics en 1999. « Les routes maritimes ont été adoptées en 1983 par l'Organisation maritime internationale (OMI) et ce n'est que quelques mois plus tard que nous nous sommes rendu compte que, dans la baie de Fundy, celles-ci correspondaient exactement à la trajectoire des baleines. » Une fois alertés, les groupes d'intérêt concernés — industries de la pêche, des transports — ont immédiatement volé à leur secours.

« Étant donné le nombre réduit de baleines noires, chaque collision avec un navire est une collision de trop, remarque Maurice Landry de Transport

Canada. Or, après étude, nous avons constaté que nous pouvions réduire de 80% les risques de collision en modifiant légèrement le tracé maritime (30 milles à l'est). Toutefois, comme le système de navigation est mis en place en coordination avec l'OMI, nous devons demander son autorisation. »

La cause a semble-t-il ému l'organisme, puisque, pour la première fois de son histoire, il a accepté de modifier un tracé original. Ainsi, « à partir du 1^{er} juillet 2003, la route maritime de la baie de Fundy sera à la fois efficace et sécuritaire, tant pour les baleines que pour les navires », se félicite M. Landry.

Le travail n'est cependant pas fini pour Moira Brown. Car, si elle veut sauver les baleines, il lui faut encore percer les mystères de leur reproduction. Or, aujourd'hui, beaucoup de points restent inexplicables. « Nous ne savons, par exemple, pas comment les baleines se rencontrent, ni pour quelles raisons la population ne croît pas davantage et surtout pourquoi elle ne se multiplie pas autant que celle qui vit dans l'Atlantique Sud », regrette-t-elle. Même si son travail avance, elle estime qu'il lui faudrait plus d'une vie pour trouver des réponses à toutes ces questions.

En attendant, elle continue ses recherches en prélevant des morceaux de peau et en analysant l'ADN des baleines. « Cette opération, sans danger pour les baleines, va nous permettre de faire la généalogie de l'espèce et de mieux la comprendre », précise-t-elle. Une chose est certaine, le 1^{er} juillet, Moira Brown fêtera sa victoire et se réjouira de ces nouveaux tracés maritimes qui permettront aux baleines de se déplacer plus en sécurité lors de leur prochaine excursion dans les eaux canadiennes. »

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

À l'abri des profiteurs

S'il est un politicien qui connaît les dangers des scandales politiques, c'est Jean Charest. L'an dernier, il a vu l'effet dévastateur, sur le gouvernement Landry, des histoires de lobbying qui ont mené à la démission du ministre Gilles Baril et du directeur du PQ, Raymond Bréard. Et de 1984 à 1988, il a vécu les nombreux scandales qui ont marqué le premier mandat du gouvernement Mulroney.

S'il a appris de ces expériences, M. Charest doit envoyer, dès le début de son mandat, un message sans équivoque.

Lundi soir, dans son discours de victoire à Sherbrooke, le chef libéral a déclaré que son gouvernement « en sera un de respect, d'intégrité et de transparence ». En septembre dernier, M. Charest a signé un engagement très ambitieux en page 41 du Plan d'action de son parti. Il y promettait notamment de renforcer le code d'éthique des élus et des fonctionnaires, de nommer un commissaire à l'éthique relevant de l'Assemblée nationale,



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

d'accroître les pouvoirs d'examen du Vérificateur général chez les sociétés d'État et leurs filiales, de mettre en place un processus transparent pour les nominations, de publier chaque année un relevé de tous les programmes de crédit d'impôt et de subvention, et de rendre plus transparent le processus budgétaire.

Ces engagements doivent être pris au mot. Nous sommes en droit de nous attendre à ce que le message inaugural réitère les mêmes intentions.

Les promesses d'intégrité et de transparence sont le lot de tous les politiciens en début de mandat. Mais chez certains, la détermination est plus évidente. On raconte que René Lévesque avait servi un avertissement lapidaire à son nouveau cabinet en 1976: il ne tolérerait aucun écart de conduite! Le message inaugural du 8 mars 1977 annonçait une intention similaire, dans des termes on ne peut plus catégoriques: « Les fonds publics ne sont pas ceux du parti au pouvoir. Ils ne doivent donc pas servir à favoriser des amis ou à récompenser ceux qui ont contribué au financement électoral. » Aujourd'hui encore, tout le monde reconnaît que le premier mandat du PQ a apporté une contribution exceptionnelle à l'assainissement des mœurs politiques au Québec. C'est d'ailleurs ce qui explique la torpeur des militants péquistes l'an dernier, quand les odeurs de scandales ont ébranlé le gouvernement Landry. C'est l'héritage même de René Lévesque qui était dilapidé.

Les libéraux n'ont pas un tel héritage sur lequel s'appuyer. Et les scandales politiques qui ont marqué la dernière année du gouvernement libéral de Jean Charest ne sont pas de nature à rassurer les électeurs. Jean Charest a donc tout à gagner en se démarquant immédiatement au chapitre de l'éthique et de la transparence. Si le nouveau premier ministre est sérieux dans ses engagements de lundi soir dernier, il doit passer un message de tolérance zéro à ses ministres et députés. C'est un message lourd de conséquences, qui le forcera un jour à exiger des démissions. Mais c'est la seule façon de tenir les profiteurs à distance.

Les pratiques de la SAQ

Même si la modération a bien meilleur goût, la Société des alcools du Québec (SAQ) a pris un virage commercial et publicitaire plus agressif au cours des dernières années, si bien que l'Institut national de santé publique suggère de faire un débat public sur les pratiques de la SAQ et ses effets possibles sur la santé des Québécois. Bonne idée.

Avant que la Société des alcools du Québec ne soit accusée de tous les maux et pointée comme responsable de tous les cas d'alcoolisme au Québec, faisons donc un bilan et un examen des responsabilités qui incombent à l'État et à chaque individu.

Certaines personnes ont en effet la déculpabilisation facile. Si elles ont perdu leur famille et leur boulot au casino, c'est la faute de Loto-Québec. Si elles consomment trop d'alcool, c'est la faute à la SAQ, qui donne des rabais et propose le vin en vrac et en tripak. Si elles sont obèses, Coke et McDonald's sont coupables. Se pourrait-il que toutes ces victimes aient une petite part de responsabilité?

Certes, l'État, par ses différents ministères et organismes, a un rôle à jouer. C'est à lui de réglementer le marché des produits qu'il juge plus dangereux, de les taxer pour les rendre moins accessibles, de faire de la prévention et d'informer des risques liés aux produits, de prévoir des sanctions pour

ceux qui mélangent alcool et conduite automobile, et de fournir les services sociaux et de santé aux personnes plus fragiles et susceptibles d'en faire une consommation abusive. Nous ne pouvons nous contenter de faire le procès de la SAQ alors que la consommation d'alcool interpelle l'individu, son entourage et bien d'autres acteurs gouvernementaux.

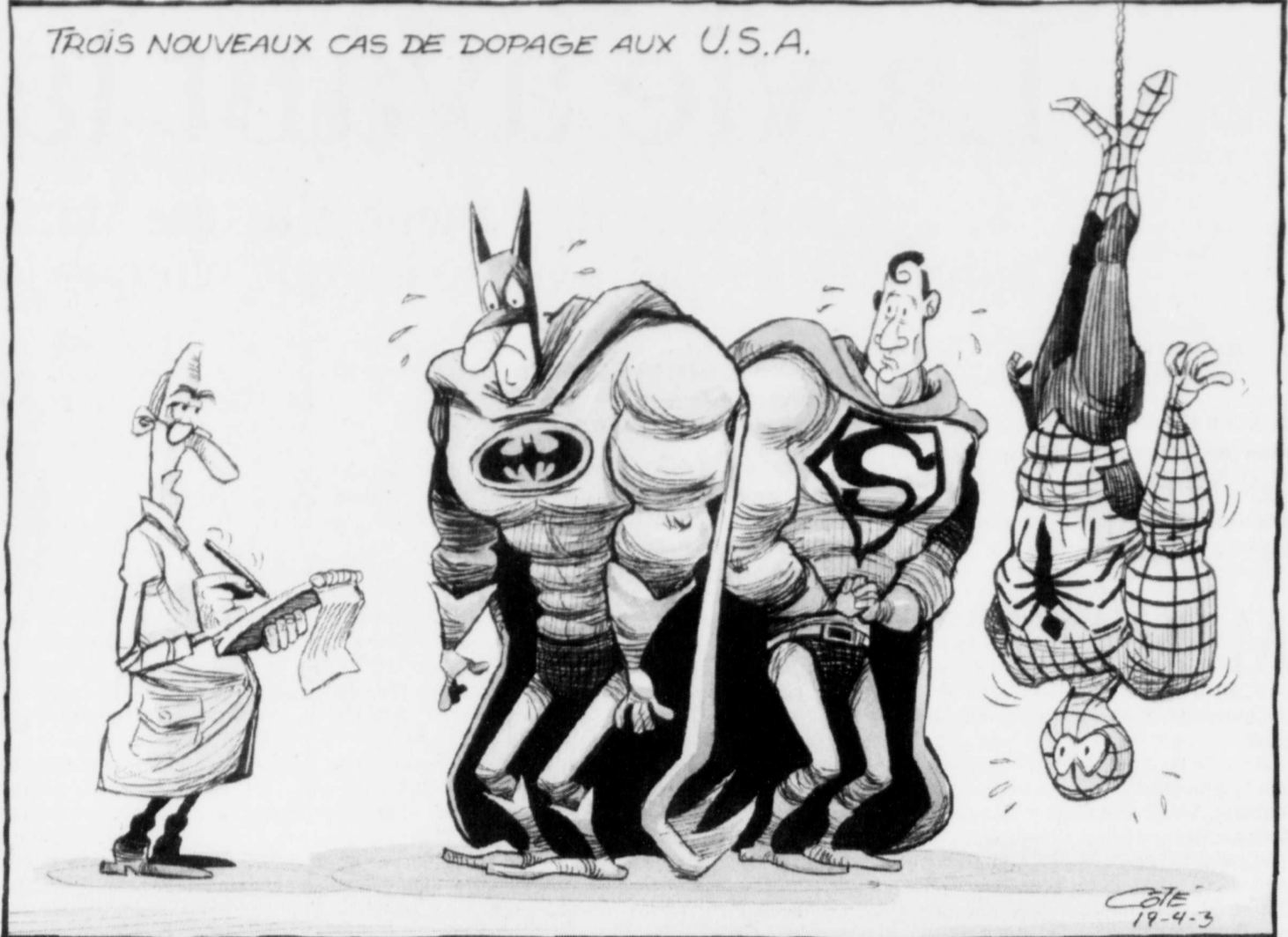
Dans l'étude qu'il vient de publier, l'Institut national de santé publique ne peut affirmer avec certitude que la hausse de consommation d'alcool constatée au Québec est liée aux nouvelles tactiques de vente de la SAQ. Elle sonne néanmoins l'alarme et propose un débat. L'arrivée d'un nouveau gouvernement libéral est un bon moment pour faire le point, s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales et des sociétés d'État et répartir la responsabilité individuelle et collective.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

TROIS NOUVEAUX CAS DE DOPAGE AUX U.S.A.



Fort mandat de changement pour Jean Charest

Un des exercices les plus difficiles à faire au lendemain d'élections consiste à bien interpréter le sens du scrutin. Au-delà de la victoire d'un des partis, mesurable de façon arithmétique, il faut aussi se demander ce que les gens ont cherché à dire en faisant leur choix le 14 avril.

Il y a eu assez de revirements spectaculaires au cours de la campagne, et pendant les mois qui l'ont précédée, assez d'indécis jusqu'à la fin, pour que le message des Québécois ne soit pas d'une limpidité absolue. Il devient donc d'autant plus important d'essayer de le comprendre. Pas par simple curiosité intellectuelle, mais parce que cet exercice est essentiel pour que les élections prennent tout leur sens démocratique et parce qu'il peut aider un gouvernement, et à plus forte raison un nouveau gouvernement, à exercer le pouvoir de la façon la plus judicieuse possible.

En effet, sur le plan démocratique, les élections réservent aux citoyens un rôle extrêmement limité, celui d'intervenir une fois à tous les quatre ou cinq ans, par un simple croix, le jour des élections, ce qui ne permet pas de traduire la complexité des idées et des motivations qui mènent un électeur à son choix. Si les politiciens accueillent le geste des citoyens de façon comptable en additionnant tout simplement les appuis qu'ils ont obtenus, sans essayer de comprendre leur démarche et d'écouter leur message, on réduit la démocratie à sa plus simple expression.

Mais surtout, il est essentiel qu'un gouvernement qui accède au pouvoir puisse comprendre la dynamique qui lui a donné la victoire, pour connaître sa marge de manœuvre réelle, la force de son mandat, et mesurer les attentes de la population.

L'exercice est évidemment en partie subjectif et chacun essaiera de décoder les résultats à partir de sa propre grille. Mais au-delà des opinions, on peut dégager quelques tendances lourdes dans le scrutin du 14 avril, et donner un sens à la victoire de Jean Charest, à la défaite de Bernard Landry, et au sort injuste de Mario Dumont.

Tout d'abord, la victoire de Jean Charest est convaincante. Avec 46% des voix, ce qui donne également un score honorable chez les francophones, le PLQ fait mieux que le PQ aux élections de 1998, quand Lucien Bouchard, avec 44% des suffrages, avait obtenu moins de voix que les libéraux. Avec une avance de presque 13 points sur son plus proche adversaire, le PLQ n'est certainement pas en conflit de légitimité avec l'opposition.

Cela étant dit, si la victoire libérale est convaincante, elle reste néanmoins fragile. Ce fut une victoire laborieuse, remportée dans les derniers milles de la campagne. Si les élections avaient eu lieu il y a trois semaines, Jean Charest ne les aurait probablement pas remportées. Cela illustre bien la qualité de sa campagne électorale, mais met aussi en relief le caractère aléatoire de la vie politique. Cela rappelle enfin que le chef libéral n'a certainement pas été porté par une vague de fond, à la fois puissante et constante dans le temps.

Par contre, et c'est là un élément fondamental, il faut noter que les grands thèmes véhiculés par le Parti libéral sont,

dans l'ensemble, proches des grands éléments programmatiques défendus par l'Action démocratique du Québec. Jean Charest et Mario Dumont ont en effet tous deux surtout insisté sur l'importance du changement, sur la remise en cause du modèle québécois, avec son interventionnisme économique et social, sur la lourdeur de l'État, sur le fardeau fiscal et, évidemment, le refus de lancer le Québec dans une autre aventure référendaire.

Il y a bien sûr des différences, comme la promesse libérale de référendums sur les défusions, l'insistance libérale sur la santé, l'insistance adéquate sur la réduction de la dette, et le caractère nettement plus conservateur des thèmes de l'ADQ.

Bien sûr, les sensibilités ne sont pas les mêmes, et si des Québécois ont préféré le parti de Mario Dumont, c'est qu'ils estimaient que le changement serait plus marqué, que les solutions seraient plus audacieuses, ou encore parce qu'ils avaient des réticences à passer aux libéraux. Mais les grands thèmes sont similaires et, dans l'ensemble, les raisons qui ont amené des gens à voter pour l'ADQ sont voisines de celles qui ont mené beaucoup d'autres à voter pour le PLQ.

Voilà pourquoi, quand Jean Charest mettra son programme en œuvre, il n'aura pas la majorité des Québécois contre lui. Au contraire, on peut croire qu'en plus des 45,92% des voix qu'il a recueillies, les 18,24% de ceux qui ont choisi l'ADQ appuieront ses réformes, souvent en les trouvant trop timides. Cela lui donne un man-

dat très solide, où 64% des électeurs, presque les deux tiers de la population, seront derrière les réformes qu'il a promises.

Jean Charest dispose donc d'un rapport de forces considérable, dont peu de premiers ministres ont joui, ni à Ottawa, ni en Ontario, où des premiers ministres comme Bob Rae et Mike Harris ont tenté d'imposer des virages bien plus marqués avec bien moins d'appuis. Cela donne également à son programme une légitimité significative.

Fait à noter, la région de Québec, où 41,13% des voix sont allées au PLQ et 27,08% à l'ADQ, est sans doute la région où le désir de changement est le plus marqué. Cela nous réconforte, au SOLEIL. Car les raisons qui nous ont amenés à choisir Jean Charest, la nécessité du changement, le refus d'un débat référendaire, l'importance de réduire le fardeau fiscal et de repenser l'État, sont des préoccupations qui, comme le montrent les résultats du scrutin, sont partagées par plus de 68% des électeurs. Notre point de vue semble donc refléter le sentiment d'une très forte majorité des habitants de la région et des lecteurs de notre quotidien.

Le premier ministre élu n'aura sans doute pas une longue lune de miel. En partie parce que le public et les médias sont en général moins indulgents envers lui qu'ils ne le sont avec d'autres politiciens. Mais surtout parce qu'il s'est lui-même imposé des échéances très serrées et s'est engagé à agir rapidement, notamment en santé, créant ainsi des attentes qui laissent peu de place à l'erreur.

Mais Jean Charest dispose d'un grand avantage, et c'est le très fort appui au changement exprimé par les Québécois lors des élections, qui lui donne une marge de manœuvre significative.



Le premier ministre élu n'aura sans doute pas une longue lune de miel. En partie parce que le public et les médias sont en général moins indulgents envers lui qu'ils ne le sont avec d'autres politiciens. Mais surtout parce qu'il s'est lui-même imposé des échéances très serrées et s'est engagé à agir rapidement, notamment en santé, créant ainsi des attentes qui laissent peu de place à l'erreur.

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

Prenez votre temps, Monsieur Landry

La situation du Parti québécois en 2003 n'est pas pire que celle du Parti libéral en 1976. Il a donc neuf ans devant lui pour se ressaisir...

Bernard Landry fera-t-il comme Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, qui se sont sauvés comme des lapins sans vouloir assumer leur échec? Le Québec et le Parti québécois méritent mieux que cela. «La patrie avant les partis et les partis avant les hommes», ne cesse-t-il de répéter. C'est le temps de mettre cette maxime en pratique...

Avec un rare mauvais goût, certains quotidiens spéculent déjà sur la date de son départ. Le journalisme prend parfois des allures de charognard fort déplaisantes. D'ordinaire, on attend que les morts soient enterrés pour ouvrir le testament et parler de succession. Pas en politique manifestement! Et on a oublié que l'homme est encore premier ministre du Québec, jusqu'au 29 avril exactement. Cette spéculation est donc prématurée, irrespectueuse pour l'homme, insultante pour les membres du parti, débilitante pour les citoyens du Québec. Passons...

Les démissions soudaines des chefs du Parti québécois — tout comme la «conscriptio» de Jean Charest par quelques gens d'influence avant même que les militants du Parti libéral aient eu un mot à dire — ont certainement

contribué au cynisme des Québécois. Ce n'est pas le temps d'en remettre. Le Parti québécois n'appartient pas à Pauline Marois, ni à François Legault, ni à André Boisclair, pour ne parler que des prétendants les plus connus. La démission de Bernard Landry est une affaire entre lui et les 100 000 membres du parti. Ils ont droit à plus de respect que cela.

Quant à Bernard Landry lui-même, il a gagné le droit de choisir la date et les conditions de sa retraite. Elle est acquise de toute manière. J'étais même de ceux qui pensaient que, réélu, il n'aurait sans doute pas terminé son mandat, tentant une fois de plus de faire avancer le Québec sur le chemin de son autonomie, puis passant la main à plus jeune que lui. Les Québécois ne lui en ont pas laissé le loisir. Mais les stratèges du Parti québécois ont mis Bernard Landry au centre de leur campagne et cela semblait faire l'affaire de tout le monde... Il fallait voir les ministres se presser sur les tribunes pour se faire voir aux côtés du chef!

La première raison pour laquelle le président du Parti québécois n'a pas pris une décision sur son avenir, c'est qu'il n'a pas encore admis sa défaite. Les Anglais appellent cela *state of denial*. Bernard Landry n'a pas seulement cru à sa victoire — mais que les chroniqueurs, les observateurs et



Michel Vastel
Mvastel@lesoleil.com

même... bien des libéraux, qui y ont cru eux aussi, lui jettent la première pierre! —, il jugeait cette victoire méritée. Les maisons de sondage, qui se sont tant vantées d'avoir prédit le résultat des élections à la décimale près, ne nieront pas que 51 % des Québécois se disaient satisfaits du gouvernement, et que les trois quarts estimaient que «tout allait bien au Québec».

Bernard Landry a été emporté par le virus du changement — un virus qui frappe généralement au printemps — comme «on change de char»!

Mais le parti est en bien meilleur état qu'il ne l'était au moment du départ de René Lévesque ou de Pierre Marc Johnson. Et le mérite n'en revient ni à Jacques Parizeau ni à Lucien Bouchard. C'est Bernard Landry qui a remonté tout cela, en gouvernant bien d'abord, et en menant une

bonne campagne: 45 députés, ce n'est pas rien tout de même. Quant au tiers de suffrages qu'il a obtenus, il est injuste d'en faire tout un plat. Il est surtout passablement stupide d'affirmer que «le PQ a obtenu le plus faible pourcentage de suffrages exprimés depuis 1973»... Évidemment, il n'était alors qu'un tiers parti!

C'est plutôt avec l'élection de 1976 qu'il faut comparer puisqu'il y avait là une vraie élection à trois, l'Union nationale jouant alors le rôle de l'ADQ. Le PLQ n'avait obtenu que 34 % des suffrages exprimés et l'UN 19%. Voilà la vraie comparaison qu'il faut faire: un gouvernement battu avec 33,2 % à cause de la présence d'un tiers parti qui ramasse 18,24 % des suffrages exprimés.

La comparaison avec l'élection de 1976 doit-elle nous amener à conclure que, comme Robert Bourassa, Bernard Landry devrait immédiatement démissionner? Rappelons tout de même que Robert Bourassa n'avait que 43 ans, 23 de moins que Bernard Landry! Les libéraux ont repris le pouvoir à Québec en 1985, neuf ans plus tard. Le Parti québécois — et Bernard Landry — doit donc envisager l'avenir, et l'examen de son programme, dans la perspective d'un retour au pouvoir en 2010 ou en 2012. Toute une éternité!

Les membres du groupe parlementaire qui souhaitent une course à la di-

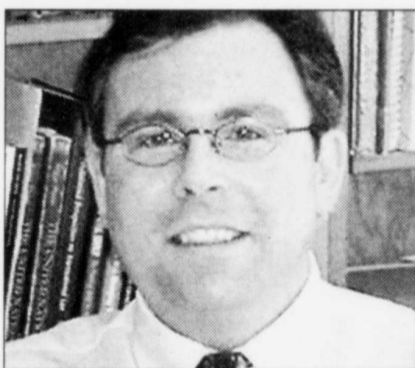
rection de leur parti pour l'automne 2004, voire le printemps 2005, ont tout à fait raison. Les avantages en sont nombreux. Bernard Landry, chef de l'opposition, pourra défendre le bilan de son «bon gouvernement» et éviter que les libéraux ne lui fassent porter injustement tous les chapeaux d'une difficile transition. Et le nouveau président du parti, arrivant après l'inévitable lune de miel dont jouira le gouvernement de Jean Charest, pourra repartir à neuf.

Mais il y a plus que cela. Le Parti québécois propose une vision du Québec qui n'a pas véritablement changé depuis 1968 — avant l'avènement d'Internet, avant le libre-échange, avant la mondialisation. Si Bernard Landry a commis une erreur, c'est celle de n'avoir jamais explicité sa conception d'une «nouvelle union confédérale de type européen». Ce n'est pas le modèle européen qu'il proposait, pas plus que l'«indépendance à l'africaine» à laquelle rêvait René Lévesque. Et la social-démocratie dont rêvent les péquistes est plus proche de celle du Britannique Tony Blair que de celle du Yougoslave, le maréchal Tito.

Avant de partir, seul Bernard Landry a l'autorité de convaincre son parti que le temps de l'*aggiornamento* est venu. Contre Jacques Parizeau s'il le faut...

IRAK : BILAN ET PERSPECTIVES

Les États voyous ont compris ce qui pourrait leur arriver...



Jean-Sébastien Rioux

L'auteur est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale à l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHEI) et professeur au département de science politique de l'Université Laval

Après seulement 27 jours de combats, les Américains et leurs alliés ont pris le contrôle de toutes les principales villes irakiennes et la Maison-Blanche a déclaré les opérations militaires terminées. L'histoire nous en dira davantage sur les détails de l'opération et sur les décisions qui ont été prises, mais nous sommes déjà en mesure d'analyser les grandes lignes du déroulement de la campagne militaire. En somme, la «doctrine Powell» qui dictait l'emploi des forces américaines durant la décennie des années 90 semble avoir été formellement remplacée par la «doctrine Rumsfeld» élaborée depuis l'arrivée de l'administration Bush fils.

Powell s'est convaincu de la nécessité de n'engager des forces américaines que lorsque la victoire pouvait être assurée

Ainsi, et jusqu'à nouvel ordre, les prochains conflits emploieront dorénavant le même modèle que celui qui a été testé en Afghanistan et qui vient de faire ses preuves en Irak: rapidité, flexibilité, dépendance envers la technologie et emploi massif des forces spéciales. Un plan élaboré pour mener à bien les fameuses guerres préventives du président Bush? Pas nécessairement, mais la coïncidence est notée et les voyous potentiels s'inquiètent avec raison, craignant que leurs statues soient possiblement les prochaines à tomber.

LA «DOCTRINE POWELL»

On se souviendra qu'avant d'assumer son actuel poste de secrétaire d'État, le général Colin Powell fut le chef de l'état-major des forces armées américaines de 1989 à 1993. Profondé-

ment bouleversé par ses expériences de guerre au Vietnam (il y fit deux tours de combat), il s'est convaincu de la nécessité de n'engager des forces américaines que lorsque la victoire pouvait être assurée. La doctrine qui porte son nom fut modelée durant les 28 crises et déploiements de forces américaines qui ont marqué ses années au Pentagone et se résume ainsi: □ L'emploi des forces militaires doit s'inscrire dans la défense des intérêts nationaux vitaux; la décision de commettre des forces militaires doit faire suite à une articulation précise des objectifs à atteindre où on a établi un échéancier, un plan d'entrée mais surtout un «plan de sortie». L'utilisation de la force doit être une décision de dernier recours, à n'utiliser que lorsque les options politiques et diplomatiques ont été épuisées. De plus, l'utilisation de la force militaire doit avoir l'appui du peuple ainsi que l'appui du Congrès. Lorsque la décision d'utiliser la force militaire est prise, le niveau doit en être écrasant et utilisé dans le but de remporter une victoire rapide avec le moins de pertes de vies américaines possibles.

L'expérience de la guerre du Golfe de 1991 a concrétisé cette vision; l'expérience en Somalie en 1993 a aussi contribué à sa façon à légitimer la vision de Powell car cette mission n'avait aucun des éléments de la doctrine et fut un désastre. Comme on dit dans les forces militaires, les généraux se sont donc mis à préparer la prochaine guerre en utilisant comme modèle la dernière: celle en Irak en 1991, où la prudence et le conservatisme étaient de mise. Lors de la campagne au Kosovo, par exemple, ces principes ont été suivis et la campagne a été menée sans perte de vies américaines.

LA «DOCTRINE RUMSFELD»

L'arrivée de Donald Rumsfeld au Pentagone en janvier 2001 a apporté bien des changements au département de la Défense. Rumsfeld s'est immédiatement démarqué de ses prédécesseurs en provoquant les généraux plutôt qu'en obéissant, et ce, tout en entraînant une révolution dans la façon de faire les guerres. Il fut de surcroît un converti de la première heure à l'idée que les réelles menaces à sécurité américaine ne provenaient plus du côté des armées et des conquêtes traditionnelles, mais plutôt d'États voyous et de groupes terroristes transnationaux: les menaces dites asymétriques remplaçaient les menaces traditionnelles.

Pour combattre ces menaces non traditionnelles Rumsfeld ordonna à ses généraux de concevoir une structure des forces américaines qui les rendraient plus flexibles et mobiles. L'armée était encore structurée autour de divisions de blindés appuyées



Donald Rumsfeld s'est immédiatement démarqué de ses prédécesseurs en entraînant une révolution dans la façon de faire les guerres, en privilégiant un rôle prépondérant pour les forces spéciales.

par l'artillerie lourde — une structure parfaite pour vaincre une autre armée du même genre (la preuve étant la victoire contre l'Irak en 1991) mais non pour combattre des chefs de guerre et des dirigeants terroristes. Le mot d'ordre: une force armée plus intégrée, légère, mobile, flexible et autonome, avec un rôle prépondérant pour les forces spéciales.

Cette vision causa bien des remous et du chagrin au Pentagone, où les intérêts de chaque branche (armée, marine, forces aériennes) et de chaque métier (artillerie, blindés, pilotage) sont bien ancrés et où les valeurs sont fondées sur la tradition. Les soldats des forces spéciales, en dépit de leur *glamour* mais surtout à cause de la nature de leur travail, ne sont jamais intégrés dans les structures normales des forces. De plus, malgré leur petite taille (au plus 20 000 opérateurs dans une force armée de 1,4 million, donc environ 1,5 % du total), ils reçoivent un pourcentage disproportionné des ressources, ce qui crée naturellement des jalousies. Ils ont maintenant un allié très puissant au Pentagone.

En dépit des critiques, la vision de Rumsfeld a apporté une victoire contre toute espérance en Afghanis-

tan, pays qui avait déjoué toutes les autres tentatives d'invasion: si les Soviétiques, pourtant voisins, n'avaient pu amadouer ce pays, les Américains y retrouveraient un autre Vietnam. L'utilisation de forces spéciales pour «multiplier» les forces indigènes, pour effectuer des frappes ciblées et pour guider les bombardements de précision, n'avait jamais été aussi importante. Elles eurent aussi un rôle très important dans la campagne en Irak. Du côté des forces régulières Rumsfeld, encouragea ses généraux à prendre des risques en exploitant la mobilité des forces mécanisées, des risques qui auraient été inconcevables sous l'ancien régime de la doctrine Powell.

LES PAYS DE L'AXE DU MAL : PROCHAINES VICTIMES DE LA DOCTRINE RUMSFELD?

La rapidité de la conquête de l'Irak avec le «peu» de forces employées fait peur à plusieurs. De plus, les récentes mises en garde dirigées vers la Syrie n'ont rien pour nous rassurer quant aux intentions cachées ou réelles des Américains au Moyen-Orient. La Syrie serait-elle la prochaine cible? Après tout, les divisions américaines

sont juste à côté; en plus, la division la plus puissante de l'arsenal américain — la quatrième division d'infanterie mécanisée — est reposée car elle n'a même pas eu besoin de participer aux combats en Irak. Et que dire de la Corée du Nord, qui cultive un culte de la personnalité de ses dirigeants et un totalitarisme qui fait de Saddam Hussein un amateur?

Effectivement, le président syrien Bachar Hafez Assad a de quoi avoir peur. La stratégie de sécurité nationale américaine, qui annonce la possibilité de frappes préventives et qui a fait tant couler d'encre, a été appliquée avec succès. Kim Jong-Il a peut-être compris le nouvel ordre mondial et il vient d'ailleurs d'amollir sa position en acceptant de participer à des discussions multilatérales avec les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud. La Maison-Blanche est maintenant dotée d'une machine militaire adaptée à sa vision sécuritaire. Il incombe maintenant au président Bush de se montrer «bon gagnant»: il a eu sa guerre et il a maintenant une paix à bâtir. Les autres dossiers peuvent faire l'objet de résolutions diplomatiques car les États voyous ont compris ce qui pourrait leur arriver.



Oui, à ce prix-là,
elle est neuve.

Berline Civic DX 2003

À partir de

198\$*

par mois pour 48 mois

Incluant 96 000 km

Transport et préparation inclus en location seulement

16 000\$**

Notre taux de location

4,8%

0\$ dépôt de sécurité

Mensualité

178\$*

198\$*

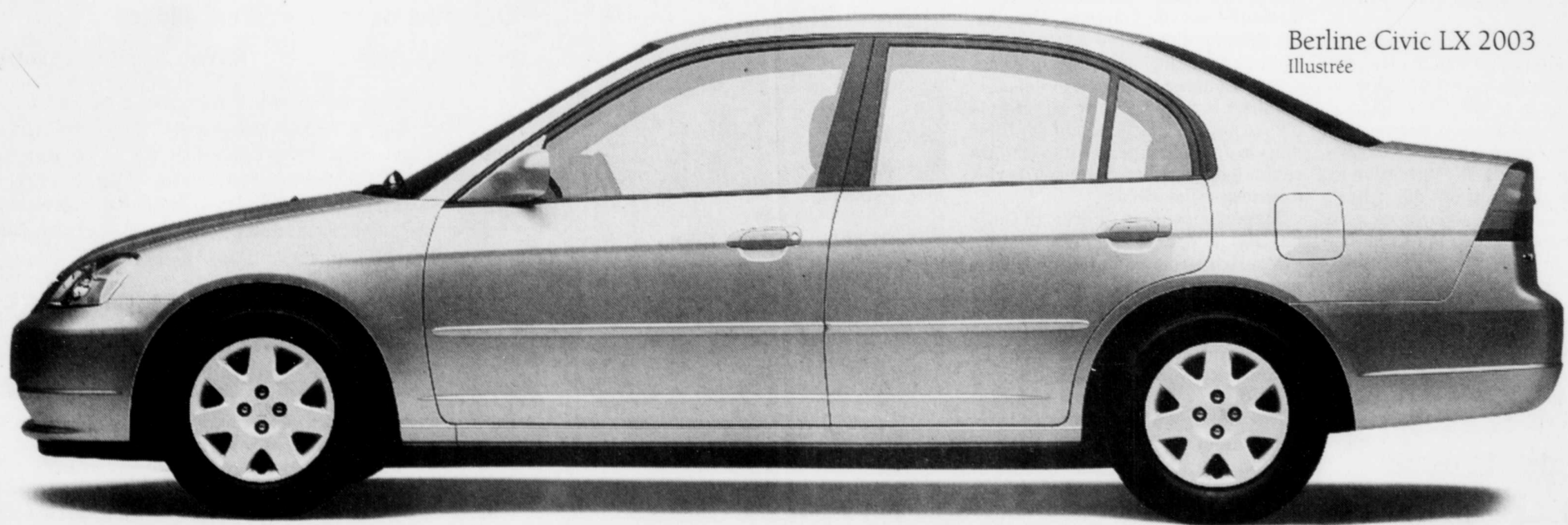
234\$*

Comptant initial

2 455\$

1 579\$

0\$



Berline Civic LX 2003
Illustrée



Voiture la plus vendue au Canada pour une 5^e année consécutive

Plus faible consommation d'essence dans sa catégorie,
selon Transport Canada



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX) neuves. Versement mensuel de 198\$, pendant 48 mois pour un total de 11 083\$ avec un versement initial de 1 579\$, ou échange équivalent; versement mensuel de 178\$, pendant 48 mois pour un total de 10 999\$ avec un versement initial de 2 455\$, ou échange équivalent; ou versement mensuel de 234\$, pendant 48 mois pour un total de 11 232\$ avec un versement initial de 0\$. Première mensualité exigible. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurances et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **P.D.S.F. sur les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX) neuves. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurances et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.